

ACCORD INTER-CAISSES

Entre l'Office Béninois de Sécurité Sociale du BENIN

et

La Caisse Nationale de Sécurité Sociale du NIGER

L'Office Béninois de Sécurité Sociale représenté par Monsieur
CELESTIN ZEKPA, Directeur Général

d'une part,

et la Caisse Nationale de Sécurité Sociale représentée par Monsieur
FOUKORI IBRAHIM, Directeur Général,

d'autre part,

VU l'article 8 alinéa 3 de la Convention Générale de Sécurité Sociale de
l'ex-OCAM ;

VU l'article 51 de la Convention Générale de Sécurité Sociale de l'ex-OCAM ;

VU les procès verbaux des rencontres de Cotonou du 25 au 27 Février 1987
puis du 9 au 10 Décembre 1991 entre les représentants de l'Office
Béninois de Sécurité Sociale et ceux de la Caisse Nationale de Sécurité
Sociale du Niger;

Vu

Désireux de résoudre les problèmes inhérents aux paiements des différentes
prestations dans le cadre de l'application de la Convention Générale de
Sécurité Sociale de l'ex-OCAM,

CONVIENNENT DES DISPOSITIONS SUIVANTES

.../...

La liste des pièces périodiques à fournir par la législation de chaque pays et celle des renseignements utiles sont annexés au présent accord.

Article 4.

1°) Les deux parties appliqueront le principe de compensation pour le remboursement des prestations servies. Cette compensation est effectuée sur la base d'une période de référence qui court du 1^{er} Janvier au 31 Décembre.

2°) Chaque institution doit à cet effet transmettre sous pli recommandé avec accusé de réception à l'autre partie avant le 31 Mars de chaque année, les états récapitulatifs des prestations payées accompagnés des pièces justificatives.

3°) A la réception desdits états, chaque organisme procède à un rapprochement entre le montant des prestations payées pour son compte et celui des prestations qu'il a eu à servir pour le compte de l'autre partie.

En cas de solde débiteur, l'institution débitrice rembourse le montant dû à l'autre partie au plus tard le 30 Juin de l'année suivant l'exercice de référence.

CHAPITRE II : DISPOSITIONS PARTICULIERES AUX PRESTATIONS
D'ACCIDENTS DU TRAVAIL ET DE MALADIES PROFESSIONNELLES

Article 5.

Les assurés victimes d'un accident de travail ou d'une maladie professionnelle bénéficient auprès de l'institution du pays de résidence de la prise en charge des prestations en nature déjà reconnues par l'institution compétente. De même, ils pourront bénéficier de la prise en charge des prestations en nature qui viendraient à être constatées par l'institution du pays de résidence et dûment reconnues par l'institution compétente.

TITRE III : DISPOSITIONS FINALES

Article 6.

Les deux parties contractantes se communiqueront mutuellement

toutes informations concernant les modifications ultérieures des législations visées à l'article 1er du présent Accord ainsi que tout changement intervenu dans la liste des pièces périodiques à fournir, visées à l'article 3.

Article 7.

Le présent accord peut être révisé à l'initiative de l'une ou de l'autre des deux parties; la partie qui prend l'initiative de la révision en avise l'autre partie par lettre recommandée; elle y joint les propositions d'amendements ou de révision.

Article 8.

Tout différend entre les deux parties contractantes dans l'interprétation ou dans l'application du présent accord fera l'objet d'un règlement à l'amiable.

Un comité paritaire composé de trois (3) représentants de chaque institution est chargé de connaître des différends.

En cas de besoin, il se réunit alternativement sur le territoire de chaque partie contractante.

En l'absence de règlement à l'amiable, le différend est soumis à l'appréciation des autorités de tutelle.

Article 9.

Le présent accord peut être dénoncé par l'une ou l'autre partie après un préavis de 9 mois par lettre recommandée avec accusé de réception.

Trois mois au moins avant l'expiration de ce délai, les parties se rencontreront pour faire le point des engagements respectifs en vue de mettre chacune dans ses droits.

Article 10.

Le présent accord est conclu pour une durée de trois (3) ans renouvelable par tacite reconduction.

Il entre en vigueur à compter de la date de sa signature par les parties contractantes.

Pour l'Office Béninois de
Sécurité Sociale du BENIN

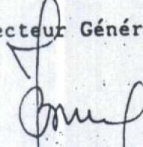
Le Directeur Général



Monsieur CELESTIN ZEKPA

Pour la Caisse Nationale de
Sécurité Sociale du Niger

Le Directeur Général



Monsieur FOUKORI IBRAHIM

Année 1992 à Niamey